



LES DÉCHETS NUCLÉAIRES, BOMBE À RETARDEMENT DE L'ARCTIQUE

Russie, Groenland, Norvège... Dans le Grand Nord, les déchets nucléaires polluent des territoires entiers depuis des décennies. Mais avec le réchauffement climatique, les risques de contamination s'accroissent. Et les autorités se révèlent impuissantes.

PAR MARIE DAUDAL

Des blocs de glace qui fondent et menacent de libérer des déchets radioactifs dans la nature. Ce n'est pas le scénario d'un film catastrophe, mais ce qui pourrait bien arriver en Arctique dans un avenir plus ou moins proche. Car dans le Grand Nord, le changement climatique risque d'avoir des effets désastreux sur l'environnement. La région compte plus de 90 sites pollués par des déchets radioactifs d'origines industrielle et militaire, d'après l'ONG environnementale Robin des Bois. «*Et l'on s'attend à ce que le changement climatique aggrave les problèmes déjà existants*», assure Rashid Alimov, chargé de campagne énergie chez Greenpeace Russie.

Avec la fonte de la banquise polaire et la dégradation du permafrost, les déchets autrefois emprisonnés par le froid pourraient ainsi se disséminer à grande échelle et contaminer les écosystèmes. Une étude canadienne publiée en 2016 dans le journal *Geophysical Research Letters* postule par exemple que plusieurs centaines de milliers de litres d'eaux usées, de fuel et de liquide radioactif datant de la guerre froide pourraient refaire surface à partir de 2090, dans le nord-ouest du Groenland. Ces déchets, abandonnés sous 36 mètres de glace en

1967, proviennent de Camp Century, une base militaire américaine secrète aujourd'hui hors d'usage. «*Sans le réchauffement, ils auraient pu rester emprisonnés sous la glace à jamais*», commente Mikkel Myrup, président de l'association de défense de l'environnement Avataq. «*Mais aujourd'hui, c'est devenu vraiment dangereux. Même si la glace ne fond pas complètement, il peut y avoir des écoulements.*»

D'autres sites, russes cette fois, présentent des risques similaires. «*Les régions proches des zones de stockage de déchets radioactifs de l'archipel de Nouvelle-Zemble sont particulièrement concernées*», assure Rashid Alimov, citant un rapport de Greenpeace sur le sujet. «*Le changement climatique et la dégradation du permafrost augmentent le risque de diffusion de substances toxiques, y compris de déchets chimiques et radioactifs enterrés.*»

Au nord du cercle polaire, la centrale de Bilibino pose aussi problème. Bâtie sur le permafrost, elle doit fermer dans les mois à venir. Mais son démantèlement prendra des années. Et dans l'intervalle, elle demeurera un «*objet radioactif dangereux*».

Face à une situation aussi périlleuse, que font les autorités? >>

Publicité



Ce camp souterrain a été construit par l'armée américaine en 1959.

« Pendant longtemps, on a repoussé le problème à plus tard, particulièrement en Russie », relate Tatiana Kasperski, spécialiste de l'énergie et des déchets nucléaires dans l'espace post-soviétique. « C'était jugé trop coûteux de s'en occuper. Mais depuis les années 2000, on prend la situation plus au sérieux. » Grâce à l'aide internationale, plusieurs missions de recherche ont ainsi été envoyées dans l'Arctique à partir de 2002. Leurs buts : inventorier les déchets radioactifs et identifier les dangers qu'ils représentent. L'idée, à terme, est d'envoyer une partie de ces déchets dans des lieux de stockage sûrs et définitifs. Ceux dont le transport est trop coûteux ou trop dangereux – soit 99,9% des déchets

radioactifs liquides et 82% des déchets solides – doivent quant à eux être sécurisés sur place. « Mais on en est encore très loin », précise la chercheuse. « En Russie, la première loi sur la gestion des déchets nucléaires n'a été votée qu'en 2011. C'est dire si c'est récent. »

Les méthodes d'extraction des déchets nucléaires font certes des progrès – les Japonais comptent notamment utiliser des robots pour déplacer le fuel contaminé de la centrale de Fukushima – mais cela coûte cher et demande des efforts de recherche importants. Pour Rashid Alimov, « les décideurs sont conscients des risques, mais ils n'en font pas assez ». ■

Où ira l'eau contaminée de Fukushima ?

Au Japon, le débat sur l'eau radioactive de Fukushima fait rage. Le 11 mars 2011, un tsunami s'abattait sur le pays suite à un séisme de magnitude 9, détruisant une partie de la centrale nucléaire. Des tonnes d'eau sont alors utilisées pour refroidir les réacteurs, puis rejetées dans l'océan Pacifique. Cette solution est cependant rapidement abandonnée : les 220 tonnes d'eau contaminée quotidiennement sont stockées dans des réservoirs... bientôt à saturation. Aujourd'hui, Tepco – la société qui exploite la centrale – souhaite de nouveau déverser ces déchets dans la nature. Ce qui suscite la controverse ! Les ONG environnementales s'y opposent, tout comme la Corée du Sud qui s'inquiète des retombées. Même au gouvernement, la question n'est pas tranchée. Le 11 septembre dernier, le ministre japonais de l'Environnement a été limogé pour avoir dit que le rejet dans l'océan était « la seule solution » viable. (MD)

Publicité